

CHANGEMENTS SOCIO-CULTURELS DANS L'UNIVERS DES ILES DU SUD-PACIFIQUE ET ORGANISATION DE L'ESPACE EN AUSTRALIE

Joël Bonnemaison (*)

La recherche poursuivie à partir de Canberra depuis mon affectation en mai 1985 tourne autour de deux grands thèmes régionaux, l'un dans les îles du Pacifique, l'autre en Australie même. je m'efforce ici de les développer en donnant quelques indications sur l'avance de cette recherche et les problématiques qui peuvent l'éclairer.

THEME I : CHANGEMENTS SOCIO-CULTURELS ET GEOPOLITIQUES DANS L'UNIVERS DES ILES DU SUD-PACIFIQUE

ETUDE DES SYSTEMES AGRICOLES ET DE LEUR EVOLUTION DANS LES WESTERN HIGHLANDS DE PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE.

Une première mission d'un mois a eu lieu en février 1986 avec Pawel GORECKI, Préhistorien à la *Research School of Pacific Studies*, membre associé de l'équipe « Espace et Territoire » dans le Département H de l'ORSTOM. Il s'agissait en premier lieu de redécouvrir un axe de peuplement abandonné, à la limite des marécages de la plaine du Sepik et des montagnes de la chaîne centrale, et si possible de le dater. A partir de là, l'idée était de remonter vers les hautes-terres de la chaîne centrale, en passant par plusieurs paliers écologiques successifs jusqu'à la Haute-Baiyer. L'étude de l'évolution du système agricole et sa possible liaison avec les étages inférieurs constituait le deuxième but de la mission.

Dans les cuvettes marécageuses de cette haute-région, les premiers signes de l'horticulture sont en effet les plus précoces, ils remontent à près de 9 000 ans (1). Là, sans doute, l'horticulture du taro a-t-elle été inventée après l'établissement d'un dispositif de drainage dans les cuvettes marécageuses. Cette culture par drainage des bas-fonds s'est fort probablement

(*) Dpt of Human Geography, Research School of Pacific Studies, Australian National University, P.O.B. 4, Canberra, A.C.T. 2601 Australie.

(1) J. GOLSON : « New Guinea Agricultural History : a case study », in A time to plant and a time to uproot, Port-Moresby, 1985, ou encore P. GORECKI : « l'homme et les glaciers en Papouasie-Nouvelle-Guinée », anthropologie, Paris, 1986.

alliée par la suite avec l'aménagement sur les pentes supérieures de terrasses irriguées, du type de celles que l'on peut toujours observer en Nouvelle-Calédonie et au Vanuatu.

Notre mission a surtout été efficace dans les marais du Sepik, car l'accès de la Haute-Baiyer nous a été interdit, tout le temps de notre séjour, par une exacerbation des guerres tribales mi-traditionnelles, mi-nouvelles, qui faisaient précisément de cette région un foyer chaud et particulièrement agité. Il faudra donc revenir, ou changer peut-être de région. La mission fut en revanche beaucoup plus féconde dans les basses-terres du Sepik. L'observation du peuple du marécage et des rives du fleuve est en effet fascinante. On se trouve là face aux prémices de la civilisation mélanésienne qui s'est épanouie plus loin et peut-être à une époque pas très différente dans le monde des îles et des archipels de la Nouvelle-Irlande jusqu'à la Nouvelle-Calédonie.

Cette nouvelle recherche sur le terrain prolonge dans un milieu géographique et dans un contexte national différent l'ancienne recherche que j'ai poursuivie dix années durant au Vanuatu. Elle se fonde sur la dialectique de relation entre les peuplements du rivage et les peuplements de l'intérieur montagnard et sur l'hypothèse que l'une des clés de l'histoire et de la préhistoire mélanésienne se trouve inscrite dans cette relation (2).

Je poursuis cette recherche avec P. GORECKI, Préhistorien, et B. ALLEN, Géographe, tous deux chercheurs à la *Research School of Pacific Studies*, et membres associés de l'équipe « Espace et Territoire ». Un article est en préparation avec P. GORECKI sur ce thème général du peuplement et le l'horticulture mélanésienne : il s'appuie sur des expériences de recherche complémentaires ainsi que sur la mission commune réalisée en février. Une deuxième mission a été réalisée fin 86 avec B. ALLEN, spécialiste des systèmes agricoles de Papouasie-Nouvelle-Guinée, à la fois dans les Lowlands et dans les Highlands.

ETUDE DE LA DEPENDANCE DANS LES ILES DU SUD-PACIFIQUE : (IS SMALL BEAUTIFUL ?)

On peut interpréter les sociétés insulaires du Pacifique, particulièrement celles de Mélanésie comme des « sociétés sans Etat », organisées sur le modèle du réseau. Le pouvoir politique s'y gagne plus qu'il n'est hérité, les compétitions de prestige et les relations d'échange sont l'arène permanente où se jouent le pouvoir et la gloire des *Grands Hommes*. Si l'on retient

(2) J. BONNEMAISON : Les fondements d'une identité, Tome I, Chap. IX et X, « Hommes du rivage et hommes de la forêt » et Paysans de taro et paysans de l'igname ». Paris IV et ORSTOM, 1985.

l'expression en pidgin qui les désigne, ceux-là sont des *Big Man* et non pas des chefs. Pour s'exercer, le pouvoir suppose donc toujours le consensus des sujets et fait l'objet de discussion et de compromis multiples. Ce faisant, il ne peut que très rarement dépasser l'échelle géographique d'un groupe local, soit quelques centaines de personnes. A une société socialement segmentée, correspond donc un territoire géographique éclaté et un système de pouvoir politique à centres multiples et concurrents. Chaque groupe local est indépendant et règne en toute souveraineté sur le territoire de ses ancêtres. Il en découle que l'espace n'est pas unifié par un centre qui « produirait » une périphérie, mais qu'il est parcouru par des réseaux de groupes politiquement égaux, parfois alliés et parfois ennemis, souvent alternativement l'un et l'autre. L'espace social est alors perçu comme une route : chacune des mailles qui s'égrènent sur le réseau de routes d'alliance est l'égal et la complémentaire de la suivante. L'espace politique n'a pas de véritable centre, il est déployé en ligne, ou si l'on préfère *réticulé*, c'est-à-dire structuré par un ensemble de noeuds politiques multiples qui se prolongent ensuite en réseaux secondaire quadrillant l'espace avoisinant. Ce ne sont pas les « centres » qui organisent l'espace social de l'Océanie traditionnelle, mais des *nexus* de groupes et de lieux, échelonnés en grappes le long des itinéraires. Il apparaît ainsi comme une réalité politique parfaitement adaptée à la nature géographique des milieux insulaires.

La modernité politique contemporaine consiste à surimposer sur ces structures politico-culturelles fluides, un modèle d'organisation beaucoup plus rigide : celui de l'Etat-Nation conçu comme une copie-conforme du modèle de nos propres sociétés « occidentales ». Les anciennes relations de réseau doivent dès lors s'interrompre ou se réorganiser selon le nouveau modèle : un centre s'impose qui creuse autour de lui une périphérie. L'espace se « rigidifie », la fluidité d'autrefois s'estompe, un appareil étatique lourd encadre et en fait se substitue à la société.

Cette main-mise de l'Etat sur la société ne va pas toutefois sans tensions. Une série de distorsions apparaissent entre l'organisation traditionnelle socio-spatiale et le modèle de l'organisation étatique. Toute une série de forces centrifuges et de mouvements plus ou moins coordonnés et de nature libertaire tentent de secouer l'édifice : ils visent à redonner vie à l'autonomie des groupes locaux que la force de l'Etat vise consciemment ou non à faire disparaître (3).

Par ailleurs, l'appareil étatique d'encadrement est manifestement hors de la portée des moyens limités des petites nations océaniques. La structure administrative « importée » n'arrive à fonctionner que grâce à l'aide

(3) J. BONNEMAISON : Un certain refus de l'Etat : International Political Science Review, 1985, vol. 62, 230-247.

extérieure des grands Etats périphériques à la région. Cette aide, qui se traduit le plus souvent par une aide budgétaire directe d'Etat à Etat, a sa contrepartie : elle fait entrer les micro-Etats océaniques dans la spirale d'une dépendance sans espoir. Le dernier stade du processus est atteint lorsque la dépendance de l'Etat — soutenu par l'aide extérieure — se conjugue avec la dépendance de la société qui, elle-même réduite à un squelette, ne subsiste plus que grâce à l'envoi de fonds que font parvenir les émigrés partis travailler dans les métropoles extérieures de Sydney, Honolulu ou Auckland. La société alors dépendante à la fois de l'Etat et de l'extérieur, est enserrée dans une structure artificiellement construite pour la maintenir dans cette situation. Ce stade est déjà atteint dans nombre de petits Etats insulaires. Comme quoi, *Small is not (toujours) beautiful* et se révèle exagérément fragile.

Ce thème des diverses phases de la construction de l'Etat est au centre de la recherche de l'équipe « Espace et Territoire » en Océanie (4). Je le poursuis avec B. ANTHEAUME. Nous nous appuyons sur deux groupes de réflexion : le groupe RECLUS de la Maison de Géographie, responsable du projet de la Géographie Universelle, et le groupe de travail en géographie politique qui s'est constitué autour de Paris IV. L'une des retombées secondaires mais la plus immédiate de cette recherche devrait être la publication prochaine d'un « Atlas des îles et des Etats du pacifique » par le groupe RECLUS. La part la plus essentielle devrait être notre contribution au projet de la Géographie Universelle élaboré par ce même groupe.

THEME II : ORGANISATION DE L'ESPACE ET REGIONALISATION EN AUSTRALIE

L'espace australien semble trop vaste pour la nation blanche qui l'occupe. L'homme semble ici redouter un espace qui l'écrase par sa dimension. Les nouveaux moyens de communication permettent sans doute de traverser l'Australie plus facilement, mais pas nécessairement de mieux l'habiter. La population australienne, pour des raisons géopolitiques et climatiques, se concentre sur la frange de la bordure Sud-Est du continent. L'oekumène réel se réduit à un petit territoire habité autour de l'axe Brisbane-Sydney-Melbourne. Au-delà, c'est l'*outback*, un pays quasiment désert, une frontière immense et non contrôlée, source traditionnelle d'inquiétude pour la nation australienne — ce bouclier la sépare de l'Asie —

(4) Joël BONNEMAISON : Un certain refus de l'Etat, *op. cit.*

Joël BONNEMAISON : Vanuatu : la Coutume et l'Indépendance. *Hérodote*, n° 37-38, 1985, Paris, 145-161.

mais aussi source de richesses inépuisables, parce que là se trouvent les grands gisements de matières premières du continent.

Les Aborigènes qui jouent habilement sur la mauvaise conscience des Australiens blancs à leur égard, tentent aujourd'hui de rétablir leur souveraineté sur une partie de ces territoires déserts en élevant de façon de plus en plus pressante leurs revendications territoriales basées sur les *land rights*. Ils ne vont pas d'ailleurs sans remporter des succès réels, puisque représentant moins de 2 % de la population, ils sont devenus maîtres dans le cadre de leurs « nouvelles réserves » d'un territoire déjà plus grand que celui de la superficie de la France. Ces nouveaux territoires aborigènes en extension se développent surtout dans les Etats quasi-vides du *Western Australia* et du *Northern Territory*. Il s'agit en quelque sorte d'une revanche sur une histoire malheureuse et d'une réaffirmation politique et culturelle de la première communauté qui habitait ce pays, mais c'est aussi le signe d'un certain *abandon* de la société australienne moderne face au vide et à la vastitude de son continent. Elle en cède le territoire d'autant mieux qu'elle ne l'occupe pas.

Sur un plan théorique, l'espace ici n'apparaît pas seulement comme une « dimension du social » ou encore selon la formule consacrée, comme un « produit social ». Il représente au contraire une donnée préalable et incontournable, une structure en soi qui représente le principal problème d'une société qui n'arrive pas à le maîtriser et s'inquiète de plus en plus, dans un défi qu'elle ne peut relever.

Paradoxalement, les deux premières sociétés australiennes — celle des chasseurs-cueilleurs aborigènes et celle pastorale et rurale des pionniers — tenaient et occupaient mieux l'espace australien que la société d'aujourd'hui ne semble capable de le faire. Les moyens techniques beaucoup plus puissants de la société contemporaine ont surtout induit une plus grande mobilité et une plus grande liberté par rapport à la *tyrannie des distances* (5), mais loin de conduire à une répartition régionalement plus équilibrée de la population, ils ont au contraire accéléré sa concentration dans quelques minces zones urbaines. A l'heure actuelle, 70 % de la population habite dans les sept grandes agglomérations des capitales des Etats fédérés. La société urbaine australienne vit au bord d'un désert qui n'est pas seulement climatique ; elle est en « mal de territoire », car son territoire habité n'épouse pas son espace politique. Sans doute l'histoire de cette société a-t-elle été trop courte par rapport à l'immensité de son continent ; la relation espace/temps a joué ici en sa défaveur ; des Etats fédérés ont vu le jour, mais non pas de véritables régions. L'homme flotte dans un espace qui ressemble à un tissu vide. Faute d'avoir pu réaliser une

(5) Geoffrey BLAINY, *The tyranny of distance*, Melbourne, 1966.

campagne, il multiplie les parcs nationaux et les réserves naturelles, et pour le reste laisse errer des troupeaux sur des stations d'élevage de plusieurs centaines de milliers de kilomètres carrés.

L'*outback* est trop fort, trop chaud, trop sec, trop vaste. L'Australie urbaine des temps actuels semble avoir perdu les vertus qui animaient le peuplement pionnier qui fut à son origine. Le « folklore » des hommes du *bush*, des *stockmen* et des *drovers* (conducteurs de troupeaux), c'est-à-dire de ce creuset culturel où s'est formée la « saga australienne » et avec elle le plus essentiel de ses mythes fondateurs (sans doute faut-il y ajouter aussi « l'autre » légende, tout autant fièrement revendiquée : celle des *convicts*) semble relativement discrédité et démodé aux yeux des nouvelles générations dont la culture est de façon croissante urbaine et anglo-américaine. Le « pays » habité et l'espace vécu sont de plus en plus réduits dans un continent de plus en plus vaste et de plus en plus vide. L'espace australien apparaît alors comme une *frontière* encerclant un *oekumène côtier*. De là découle l'inquiétude de cette nation qui tente aujourd'hui de se construire différemment — notamment dans le pluralisme culturel et l'ouverture au reste du monde — et sans doute est-ce là aussi son principal risque au sein d'un monde et d'un avenir dangereux.

L'étude de la métaphore de la frontière, des concepts de région (ou de non-région), de limites, d'organisation et d'aménagement de l'espace, de l'agencement du réseau urbain, constituent le deuxième axe de ma recherche en Australie (6). Je ne l'entreprends pas seul, mais avec d'autres chercheurs australiens, en particulier Joe POWELL de l'Université de Monash (Melbourne) et David LEA, de l'Université du New England (Armidale).

Plusieurs missions en Australie, « terrains », visites de Départements de Géographie d'Universités et travaux en bibliothèque ont eu lieu sur ce thème, notamment à Melbourne, Brisbane et Armidale. Une mission prochaine dans la région du Kimberley (*Western Australia*) est prévue sur le terrain de Bernard MOIZO, étudiant en PHD à l'Université de Canberra et membre associé de l'équipe « Espace et Territoire ». MOIZO étudie précisément les conflits interethniques, la revendication d'identité et la politique de revendication de *land rights* par une communauté aborigène « semi-urbanisée » à Fitzroy Crossing.

B. ANTHEAUME a effectué également une recherche parallèle en Nouvelle-Zélande. La problématique d'ensemble s'inscrit dans celle des deux groupes de réflexion cités dans le thème I (groupe *Reclus* et *Géographie politique*).

(6) J. BONNEMAISON : « A l'Ouest de l'Occident : l'Australie et la Nouvelle-Zélande... ». *Hérodote*, 1986. Sur un thème voisin lire : B. ANTHEAUME : « Au chevet de la Nouvelle-Zélande » dans *l'Espace Géographique*, n. 4, 1984, 366-374.